

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Bourgogne-Franche-Comté

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Les opérations sont obligatoirement réalisées ou ont un impact sur le département du DOUBS

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Doubs - Service FSE - DASLI

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 01/02/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 350 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 25 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 60 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 41667.00 €

CODE ET INTITULÉ : BFC-OI258 DEPARTEMENT 25 _ INSERTION PROFESSIONNELLE ET INCLUSION SOCIALE DES PERSONNES LES PLUS ELOIGNEES DE L'EMPLOI _ 2022-2023

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 03/04/2023



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

En France, 5 grands défis sont mis en avant pour contribuer à une Europe plus sociale :

- Améliorer l'accès à l'emploi et l'insertion socio-professionnelle
- Lutter contre les inégalités sociales
- Améliorer les compétences et l'accès à la formation professionnelle
- Améliorer le système éducatif
- Améliorer l'accès aux soins et le système de santé

Et 2 défis transversaux : L'emploi des jeunes et l'orientation tout au long de la vie

Pour répondre à ces défis, le FSE+ repose sur 7 priorités d'intervention dont la priorité n°1 " « Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ». Le présent appel à projet concerne l'objectif H « Favoriser l'inclusion active ».

Le Département du Doubs a été autorisé à gérer une subvention globale au titre du FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2022-2027, par subdélégation de l'Etat en qualité d'organisme intermédiaire (OI). À ce titre, la collectivité lance son premier appel à projets FSE+ pour la période 2022 /2023 qui s'inscrit dans le cadre réglementaire européen et national 2021-2027.

Deux autres appels à projets sont également publiés en début d'année 2023 :

- *Insertion professionnelle et inclusion sociale des personnes les plus éloignées de l'emploi (OS H)*
- *Accompagnement à l'emploi des jeunes en grandes difficultés sociales (Priorité 2 OS A)*

et un troisième courant 2023 :

- *Lutte contre la pauvreté et l'exclusion (Priorité 1 OS L)*

Compte tenu du retard pris pour la validation du nouveau programme national FSE+ 2021-2027 et par conséquent du caractère tardif de publication du présent appel à projets, les actions proposées et demandes de financement FSE+ afférentes devront s'inscrire dans un principe de continuité de l'offre d'insertion déployée sur le territoire départemental. Par ailleurs, les porteurs de projets devront justifier rétroactivement de la capacité à prendre en compte le cadre de gestion du FSE+ 2021-2027.

En 2021, plus de 80 millions d'euros ont été consacrés par le Département du Doubs aux politiques d'insertion, ce qui représente plus de 15% du Budget départemental. Conformément aux orientations fixées par C@P25, la politique départementale d'insertion est centrée à la fois sur :

* le volet professionnel, dans une logique devant favoriser l'accès à l'emploi des publics en insertion en capacité de travailler ;

* le volet social conçu pour les personnes pour lesquelles des freins à l'employabilité ont été repérés et dont la levée constitue souvent un préalable à l'exercice d'un emploi.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Le Département veillera à déployer le FSE+ selon les principes énoncés dans C@p25. Ces crédits permettront notamment de faire levier financier pour la mise en œuvre des orientations de C@p25 pour les publics les plus vulnérables selon les dispositions de la priorité 1 du programme national FSE+ 2021-2027 « Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ».

A cet égard, la politique publique de développement social participe de la politique publique d'insertion en favorisant les potentialités des personnes. En 2021, on dénombre ainsi dans le Doubs :

- 79,2 M€ mobilisés au titre de l'allocation RSA
- + 9 % d'allocataires du RSA entre mars et décembre 2020, et -3% sur la période septembre 2021 à septembre 2022
- 2,4 M€ de fonds européens mobilisés pour soutenir les opérateurs locaux
- 758 demandes et 385 bénéficiaires de la Prime départementale pour l'emploi, pour un montant de 192 500 €
- 2 260 personnes ayant bénéficié de l'accompagnement global, dont 51 % de bénéficiaires du RSA
- 1 039 salariés dans les différentes structures d'Insertion par l'activité économique (IAE), dont 371 sorties positives (sorties vers l'emploi, formation)
- 1 466 demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation, dont 20 % d'allocataires du RSA
- 76 Contrats aidés signés
- près de 300 places disponibles en « Parcours renforcés »
- 458 travailleurs non-salariés orientés vers BGE et la Chambre de métier et de l'artisanat (CMAI) (+ 16% par rapport à 2019)
- Plus de 6 600 heures d'insertion réalisées dans le cadre du chantier du collège de Quingey
- 140 places disponibles pour un accompagnement à la levée des freins psychologiques au retour à l'emploi
- 140 places disponibles pour un accompagnement « accès aux soins et parcours santé ».

Le contexte socio-économique de sortie de crise est empreint d'une grande ambivalence :

- Un taux de chômage départemental relativement faible (6,6%), qui révèle toutefois des situations hétérogènes selon les territoires (9,2% sur le bassin de PMA, 5,8% sur le bassin bisontin, résiduel sur le Haut Doubs).
- Un marché de l'emploi dynamique (27 500 offres recensées par pôle emploi ces 12 derniers mois).

- Des difficultés majeures de recrutement pour les entreprises, conjuguées à des risques liés à l'augmentation du coût des matières premières.
- Des modifications sociétales profondes dans le rapport au travail et à l'emploi, en germe depuis plusieurs années et renforcées par la crise sanitaire.
- Un nombre d'allocataires du RSA stable, mais une augmentation des publics les plus éloignés de l'emploi (La part des allocataires qui bénéficient du RSA depuis plus de 4 ans augmente de 5%, alors que toutes les autres catégories diminuent).
- Le constat général d'une augmentation de la demande sociale et des situations de plus en plus complexes.

Par ailleurs, dans les différents champs de politiques publiques, le Département fait le constat :

- D'une offre de dispositifs souvent peu lisibles et d'un manque de coordination entre les partenaires
- De la nécessité d'envisager les publics de manière moins segmentée, afin de fluidifier les parcours : allocataires du RSA, publics jeunes, publics migrants, publics en situation de handicap...
- De la nécessité de conjuguer des réponses à des besoins spécifiques et un travail en transversalité (insertion, logement, enfance...) pour garantir une prise en compte globale des besoins de la personne.
- Des parcours sociaux rendus encore complexes et heurtés par cette multiplicité des acteurs

Le PDIE, en cours de réécriture, veille donc à la prise en compte de l'ensemble de ces constats, pour y apporter des réponses opérationnelles et partenariales.

Parallèlement, le Département peut s'appuyer sur des points forts :

- Un partenariat installé et aligné entre Etat, Département et Pôle Emploi.
- Une démarche partenariale opérationnelle sur la coordination entre les acteurs,
- Un maillage IAE très dense et diversifié
- Une ouverture sur le monde économique et les entreprises.

• Objectifs

A noter : *Les Ateliers Chantiers d'Insertion en périmètre restreint font l'objet d'un appel à projets spécifique*

Le présent appel à projet vise à soutenir des opérations qui doivent permettre, notamment :

- de favoriser l'inclusion des personnes les plus éloignées de l'emploi qu'il s'agisse d'inclusion sociale ou professionnelle ou d'action combinant ces deux approches, notamment à travers la question de la levée des freins sociaux
- de renforcer la coordination entre les acteurs des différentes politiques publiques, et notamment de l'insertion, pour garantir une meilleure efficacité, une plus grande lisibilité, et des parcours plus fluides pour les usagers
- de déployer de nouveaux modèles d'accompagnement social plus efficaces, en lien avec les partenaires institutionnels (Etat, pôle emploi, Région...).

• Actions visées

Conformément au Programme national FSE + sont concernées :

I- Actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social

- Repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors action de formation)
- Levée des freins (mobilité, garde d'enfants, langue, accès et maintien dans le logement, accès aux droits, accès aux soins, lutte contre les addictions, ...)
- Formations aux compétences clefs (hors stagiaires de la formation professionnelle) conformément aux lignes de partage régionales détaillées dans l'accord signé le 23/02/2022
- Coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours

II- Actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux

- Médiation vers l'emploi
- Développement des achats responsables (dont animation de la clause d'insertion)
- Lutte contre les discriminations
- Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage
- Coordination de la relation aux employeurs

III- Actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant)

- Renforcement des coopérations IAE/ entreprises
- Développement de l'accompagnement des personnes en SIAE (**hors ACI en périmètre restreint**)
- Expérimentation de l'EITI comme une nouvelle forme d'insertion
- Appui aux réseaux, consolidation du maillage territorial, amélioration des pratiques, formation des encadrants des SIAE

IV- Actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée

- Appui aux entreprises adaptées, accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

L'appel à projets est ouvert à tout organisme privé ou public susceptible de proposer un projet d'intérêt général relevant de son champ d'intervention, en lien avec les thématiques ciblées.

Les projets en consortium ne sont pas éligibles.

• Public cible

Personnes bénéficiaires de minimas sociaux et/ou demandeurs d'emploi et présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- Femmes, jeunes*, séniors, personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée
- Demandeurs d'emploi de longue durée
- Personnes inactives
- Travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
- Personnes placées sous-main de justice
- Personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires
- Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

L'éligibilité sera justifiée à l'appui de justificatif de bénéfice d'un minima social ou d'une inscription Pôle Emploi. Au cas par cas, des pièces complémentaires pourront être prévues lors de l'instruction.

***Les jeunes sont éligibles lorsqu'ils participent à des actions non spécifiques. Les actions visant spécifiquement le public jeune devront être programmées dans le cadre de la priorité 2.**

Dans le cadre d'un parcours couvert par plusieurs opérations FSE+ successives (réalisation pluriannuelle), ces critères s'apprécient eu égard à la situation du participant à l'entrée dans la première opération.

Les participants devront résider en priorité sur le département du Doubs ou les départements limitrophes le cas échéant.

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

- Textes de référence

<https://www.legifrance.gouv.fr/>

- Architecture et gestion - lignes de partage

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi.
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année.
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,6 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment pour les jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée, pour les groupes désavantagés sur le marché du travail et pour les personnes inactives, ainsi que par le biais de la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et d'objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par ce même programme.

Pour la période 2021-2027, le FSE+ en France sera géré en partie par les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes opérationnels régionaux, notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi et en partie par l'Etat dans le cadre d'un programme national FSE+ sur les sujets d'insertion sociale et professionnelle. Cette enveloppe nationale est déléguée en partie à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles) pour des actions d'inclusion.

Sur la part Etat, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres Appels à projets en cohérence avec les Règlements européens et le Programme national FSE+. Ils tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ n'accorde pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux personnes individuelles mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national. Comme les autres fonds structurels, le FSE+ n'intervient jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 6 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, concernant l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

La DGCS met en œuvre le programme de soutien européen à l'aide alimentaire dans le cadre de la priorité 5, réservé aux associations habilitées nationalement.

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du FTJ consiste donc à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en

déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. La priorité intégrée au PN FSE+ aura pour vocation principale de faciliter l'accompagnement social de la transition juste, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles sont ceux de 10 départements de 6 régions de métropole listés ci-dessous :

- Hauts-de-France : Nord et Pas-de-Calais;
- Provence-Alpes-Côte-D'azur : Bouches-du-Rhône ;
- Auvergne-Rhône-Alpes : Isère et Rhône ;
- Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Haut-Rhin;
- Normandie : Seine-Maritime ;
- Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique.

Les plans de territoriaux de transition juste peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est en premier lieu conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste. De façon générale, et nonobstant les cibrages plus précis qui seront définis dans les PTTJ, qui pourront le cas échéant, varier d'un territoire à l'autre, la mobilisation des crédits FTJ pourra correspondre à tout ou partie des types de mesures identifiées pour le PN FSE+.

Le programme FTJ comporte une priorité unique.

Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi

et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.

4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.

9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
- soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

- Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
- Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
[...]
 - vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
[...]

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Conditions de mise en œuvre

Le FSE+ n'intervient jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours « **en complément** » d'un ou plusieurs financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, autofinancement...). Ce

principe se traduit par l'obligation, pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

Pour la programmation 2022-2027 en Bourgogne Franche-Comté, le taux plafond de financement des opérations par le FSE Inclusion est de 60% maximal du coût total d'opération. Il doit donc y avoir a minima 40% de cofinancements hors FSE Inclusion pour le projet.

Sélection des opérations

Les opérations sélectionnées doivent être conformes au Programme national FSE+, contribuer à atteindre les objectifs du présent appel à projets et respecter les conditions suivantes :

- les projets présentés ne doivent pas être achevés au moment du dépôt de la demande
- la durée minimum de l'opération doit être de 12 mois et la durée maximum de 24 mois
- la période de réalisation de l'action doit être comprise entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2023
- les publics visés doivent être éligibles à l'appel à projets
- les participants devront résider en priorité sur le département du Doubs ou les départements limitrophes le cas échéant
- être réalisées ou avoir un impact sur le département du Doubs
- mettre en œuvre des mesures visant à prendre en compte les principes horizontaux visant à garantir l'égalité femmes-hommes, la non discrimination et l'accessibilité des personnes handicapées
- respecter la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne conformément aux dispositions du règlement UE général 2021/1060 du 24 juin 2021
- l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus
- être en capacité financière d'avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FSE
- respecter les procédures d'achats et de mises en concurrence
- mettre en place une comptabilité analytique ou d'une codification comptable adéquate du projet cofinancé
- prendre en compte les obligations européennes en termes de publicité
- respecter la compatibilité avec le régime d'encadrement des aides d'Etat
- respecter le profil de plan de financement utilisable dans le cadre de cet appel à projets (confer infra).

Enveloppe disponible

Le montant disponible pour la période 22/25 sur la Priorité 1 - OS H est de 8 271 900 €.

Le montant maximal disponible pour les années 2022 et 2023 sur cet appel à projet est de 350 000 €.

Les opérations sont programmées dans la mesure où les crédits disponibles sur la maquette financière de l'organisme intermédiaire sont suffisants.

Dans le cas contraire, des critères d'appréciation spécifiques sont définis afin de permettre une hiérarchisation des projets. Aussi, si le montant total des demandes excède 350 000 €, une hiérarchisation sera effectuée selon les critères spécifiques ci-dessous.

Le montant prévisionnel minimum annuel est de **25 000 €** de subvention FSE et **41 667 €** de coût d'opération total éligible soit 50 000 € de subvention FSE et 83 334 € de coût d'opération total éligible pour les opérations de 2 ans.

• Critères spécifiques de sélection des opérations

La sélection des projets s'appuiera sur une analyse du rapport coûts/avantages de l'apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+.

Par ailleurs, dans le cas d'une demande globale supérieure au montant FSE+ disponible prévue pour cet appel à projets, une hiérarchisation des opérations sera opérée au vu des critères ci-dessous :

Critères nationaux

- Les actions prévues sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+
- Les résultats prévus sont adaptés aux objectifs de l'opération FSE+
- Les modalités de mise en œuvre (calendrier, moyens humains et financiers, etc) sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+
- Le coût du projet est-il réaliste par-rapport à la dimension de l'opération FSE+ (par ex : coût moyen par participant)
- L'opération FSE+ contribue à l'atteinte des cibles participants (cadre de performance) de l'objectif spécifique
- Le projet répond à une stratégie globale de politique publique
- Le projet s'inscrit-il dans une démarche partenariale
- Le soutien FSE+ représente un effet levier pour le projet

Critères locaux (CD25)

- Simplicité de mise en œuvre
- Expérience antérieure de gestion de dossier FSE
- Existence d'une suppléance administrative pour la gestion du dossier
- Qualité de la gestion administrative (respect des délais notamment, ...)
- Permanents formés aux règles FSE et/ou absence de fort Turn Over
- Viabilité financière de la structure
- Qualité de l'Accompagnement Socio-Professionnel.

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027

- elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables)
- elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables probantes
- elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le Programme national.

L'objectif du FSE+ étant de concentrer le cofinancement sur les actions et non sur les frais de fonctionnement de la structure, les règles suivantes sont aussi appliquées à l'ensemble des dossiers sélectionnés :

- les dépenses directes de personnel autorisées au titre de l'appel à projets correspondent au personnel permanent **affecté à temps fixe par mois sur l'opération FSE**, soit que la totalité de leur temps de travail est dédiée à la mise en œuvre du projet (temps plein) soit qu'ils sont partiellement affectés sur une quotité mensuellement fixe préalablement déterminée

A noter : Aux termes de l'article 16\$4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalent dans la structure non financés FSE

- le recours à des personnels en CDDI ne sera autorisé qu'à l'appui de justificatifs de leurs compétences métiers (fourniture d'un CV et attestation de formation à l'encadrement technique)
- en cas de mise à disposition de personnel, la copie de la convention de mise à disposition nominative doit être fournie.
- les dépenses de rémunération des personnels exerçant des activités « supports » (direction, administration, secrétariat, comptabilité, etc) ne sont pas éligibles en tant que dépenses directes de personnel. Elles sont intégrées dans les dépenses indirectes, couvertes par un forfait
- seules les prestations intégralement dédiées et directement imputables au projet sont retenues.
- **les frais de déplacements des personnels mobilisés sur l'opération (hébergement, transport, restauration) ainsi que les frais de fonctionnement ne sont pas retenus au titre des dépenses directes.**

A noter : Pour les opérations dont le coût total est inférieur à 200 000 euros, une option de coûts simplifiée (OCS) est obligatoire selon le principe suivant : Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel. Cette obligation ne concerne pas les projets pour lesquels le financement constitue une "aide de minimis".

Ces dispositions s'appliquent dès l'année 2022.

Par ailleurs, afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets susceptibles d'être soutenus.

La forfaitisation des coûts permet de diminuer la charge administrative liée au différents niveaux de contrôle et de sécuriser les dépenses. Seules les dépenses servant d'assiette pour le calcul du forfait sont contrôlées

Le présent appel à projets impose l'un des plans de financement suivants :

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes (codification: DPE_R/DPF_R /DPEXT_R /DPAR_R/DPI7%)

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants (codification DPE_R/CR40%). Ce forfait s'applique aux actions mobilisant beaucoup de dépenses directes (fonctionnement, prestations, ...) pour mettre en œuvre le projet. Le service gestionnaire validera l'opportunité du choix du forfait à l'appui des justificatifs fournis.

• Autre

Seules les demandes saisies et transmises sur le portail dématérialisé "Ma Démarche FSE+" avant la fin de la période d'ouverture de l'appel à projets, soit le 03/04/2023, seront examinées.

Après le dépôt de votre demande :

La recevabilité du dossier est assurée au sein du Service Appui et Ressources du Conseil départemental du Doubs par la cellule FSE. La cellule FSE a un rôle de conseil et d'accompagnement des porteurs d'opérations en amont et pendant l'opération. S'il est complet et recevable, le dossier de demande de subvention FSE+ fait l'objet d'une attestation de recevabilité adressée à l'opérateur et est instruit par la cellule FSE ou confié par elle à un prestataire externe.

Il est ensuite soumis, après instruction :

- pour avis à la Commission départementale de concertation technique FSE Inclusion, commission ad hoc composée de la DDETSPP du Doubs, de la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, de Pays de Montbéliard Agglomération, de Grand Besançon Métropole, de Pôle Emploi et de la Direction départementale de l'action sociale, du logement et de l'insertion (DASLI) ;
- pour avis de conformité, avant présentation au comité de programmation, au Service FSE de la DREETS Bourgogne-Franche-Comté, représentant l'Autorité de gestion déléguée (AGD) ;
- pour décision à l'Assemblée Départementale ou à la Commission permanente du Conseil départemental du Doubs (comité de programmation) ;
- pour information auprès du Comité régional de programmation commun des fonds européens 2022-2027.

Avances

Compte tenu du potentiel décalage dans le versement des soldes, le versement d'une avance sera accordé aux structures.

L'octroi d'une avance est conditionné à l'envoi d'une attestation de démarrage de l'action.

Engagement républicain

"Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain". ***Cette pièce obligatoire doit être déposée sur MDFSE+ au moment du dépôt de la demande.***

RGPD

Les opérateurs retenus doivent respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018.

NB : Afin d'assurer la légalité des traitements de données personnelles contenues dans « Ma démarche FSE+ », tout questionnaire qui n'est pas utilisé comme élément de justification de l'éligibilité d'un participant devra être systématiquement détruit après saisie des informations qu'il contient dans « Ma démarche FSE+ ».

Fraudes / Plaintes

Deux plateformes nationales sont ouvertes pour recueillir les soupçons de fraude et les réclamations relatives aux interventions FSE au titre des programmes FSE <s>et FSE/IEJ portés par l'Etat sur la programmation 2014-2020.

Elles sont disponibles depuis le site fse.gouv.fr avec deux liens spécifiques en haut de page :

- « Signaler une fraude potentielle » : <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr>
- « Déposer une réclamation » : <https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr>

Contacts

Département du Doubs - DASLI - Cellule FSE

Olivier SCHNOEBELEN 03-81-25-87-21

Karine MATHIOT 03-81-25-86-12

cellulefse@doubs.fr

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES



Financé par
l'Union
européenne

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)